

## Dépêche AEF : Réouverture des établissements : les syndicats de l'Éducation nationale, inquiets, insistent sur les garanties sanitaires

### MISE À JOUR Réouverture des établissements : les syndicats de l'Éducation nationale, inquiets, insistent sur les garanties sanitaires

"Aura-t-on les garanties nécessaires pour que les conditions sanitaires soient respectées ? On n'en sait rien", regrette Benoît Teste, de la FSU, qui affirme être "inquiet" après l'annonce de la réouverture progressive des écoles et établissements scolaires à partir du 11 mai. Pour l'Unsa, "il est essentiel de pas se précipiter et de s'assurer de la sécurité sanitaire des personnels et des élèves". Le Snalc estime "ne pas croire à une réouverture de l'institution où l'on enseigne à tous les élèves" et indique qu'il "s'opposera à la réouverture si les conditions sanitaires ne sont pas réunies".



Une salle de classe vide dans une école marseillaise au temps du confinement, en avril 2020. Droits réservés - DR

Au lendemain de l'annonce du président de la République, Emmanuel Macron, le 13 avril, d'une "réouverture progressive des écoles, collèges et lycées à partir du 11 mai" ([lire sur AEF info](#)), Jean-Michel Blanquer a notamment indiqué qu'il "y aura un très grand aménagement du temps et des contenus" et que "personne ne peut imaginer qu'en mai-juin ce sera exactement comme avant" ([lire sur AEF info](#)).

Que pensent les syndicats de personnels de l'Éducation nationale et les fédérations de parents d'élèves de ces annonces ? Voici leurs réactions.

**FSU.** Dans une [vidéo](#) postée par la [FSU](#), le secrétaire général, Benoît Teste, affirme être "inquiet" sur la "reprise progressive" : "Qu'est-ce que cela signifie et les conditions sanitaires seront-elles réunies ? Emmanuel Macron n'a pas évoqué, par exemple, le fait de tester tous les personnels et les élèves. Or, si le confinement a été décidé, c'est parce que le virus circule parmi les élèves qui sont souvent asymptomatiques. Aura-t-on les garanties nécessaires pour que les conditions sanitaires soient respectées ? On n'en sait rien."

Et la FSU de demander notamment "des tests pour tout le monde ([lire sur AEF info](#)) et du matériel de protection". En outre, Benoît Teste indique ne pas être "persuadé que ce seront vraiment des cours" à la reprise. "Il semble poindre une reprise pour accueillir des élèves, mais on ne pourra pas continuer les apprentissages avec des horaires aménagés et des groupes classes éclatés. Il n'y aura pas non plus de reprise des évaluations. Il y a beaucoup de questions qui ne sont pas réglées".

De son côté, Sophie Vénéitay, secrétaire générale adjointe du [Snes](#), posait, sur BFM, le 13 avril, les questions suivantes : "Comment fait-on respecter la distanciation sociale dans une classe ? Comment fait-on à la cantine, dans les transports scolaires, dans les internats ? Nous n'avons pas de réponse et le flou est très inquiétant."

Francette Popineau, secrétaire générale du [Snuipp](#), a déclaré à l'[AFP](#) que "c'est tout sauf sérieux de rouvrir les écoles le 11 mai car on nous dit que tous les lieux publics sont fermés, les cinémas, les salles de spectacle, mais pas les écoles alors que l'on sait que c'est un lieu de haute transmission, de haute contamination, ça paraît être en contradiction totale avec le reste [...] Il va y avoir une forte incompréhension de la part des enseignants, on a l'impression d'être sacrifié sur l'autel de l'économie".

**Unsa-Éducation.** Dans un communiqué du 13 avril, l'[Unsa-Éducation](#) souhaite une "reprise sécurisée, préparée et précisée. Il est essentiel de ne pas se précipiter et de s'assurer d'une organisation qui garantisse la sécurité sanitaire des personnels et des élèves en prenant toutes les mesures nécessaires."

Également, l'organisation estime qu'avant la reprise, "il sera indispensable d'accorder du temps aux équipes afin de se retrouver et d'avoir le temps de préparer l'accueil des élèves", en raison notamment "des conséquences de la pandémie sur le moral des

collègues et des équipes, possiblement affectés par des décès de proches ou confrontés à des situations difficiles", et afin de "travailler à l'accueil des élèves qui, eux aussi, auront vécu ce moment difficile".

Florence Delannoy, du **SNPDEN**, propose, dans [Le Monde](#), que le dispositif de reprise "pourrait imiter ce qui est déjà en place pour les enfants de soignants : un accueil partiel, par petits groupes et réservé aux plus jeunes, pour permettre aux parents d'aller travailler".

Pour le **Sien**, dans un communiqué du 14 avril, les "priorités" sont "tout d'abord, de garantir la continuité éducative et préparer une reprise qui prendra réellement en compte les effets de la crise dans toute leur variété, ensuite, organiser pendant le temps scolaire la prise en charge des enfants de soignants et d'autres acteurs engagés dans la lutte au quotidien contre les effets délétères de la pandémie. Toute autre exigence de la hiérarchie locale ne peut qu'affaiblir notre efficacité dans ces tâches prioritaires qui nous ont été confiées par le ministre".

**Fnec-FP-FO**. La réouverture des écoles est "une décision irresponsable", s'alarme la **Fnec-FP-FO** dans un communiqué le 14 avril. "À l'école, les gestes barrières sont impossibles à appliquer", estime le syndicat qui pointe en outre le manque de matériel sanitaire. FO voit également "mal comment pourront s'appliquer" les aménagements évoqués par Jean-Michel Blanquer. Le syndicat "exige" alors, avant toute reprise, le test de tous les personnels et élèves, la désinfection des établissements et des matériels de protection "en quantité suffisante". Sans quoi "la Fnec-FP-FO invitera les personnels à utiliser leur droit de retrait".

**Snalc**. Pour le **Snalc**, "bien avant cette question pédagogique, c'est la santé des agents et des élèves qui prime". Le syndicat, dans un communiqué du 14 avril, estime "ne pas croire, sauf formidable embellie sanitaire", à une réouverture de "l'institution qu'on appelle école, celle où l'on enseigne à tous les élèves", car "l'école est le lieu en France où l'on peut le moins respecter la distanciation sociale".

Par conséquent, "si début mai, nous constatons que toutes les conditions sanitaires ne sont pas réunies, nous nous opposerons à la réouverture", alerte le **Snalc**.

Quant aux problématiques pédagogiques (par exemple : "en petits groupes ? Mais que fait-on des autres élèves alors ?"), le syndicat affirme qu'après "avoir tourné la question dans tous les sens, nous n'avons pas trouvé de réponse, sauf à rester sur les modalités d'accueil volontaire actuelles, éventuellement élargies à d'autres enfants".

**Sgen-CFDT.** Dans une [série de tweets](#), Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, indique que les conditions de la reprise doivent être préparées "dans un cadre large" (avec les syndicats de personnels, organisations de parents, collectivités...). Aussi, cette reprise nécessitera "du temps pour les personnels" pour "refaire collectif, la résilience, la formation au cadre d'exercice (utilisation des équipements de protection, gestes barrières...), construire la reprise avec les élèves". Elle explique également que "l'évaluation ne sera pas la priorité".

**CGT Educ'action.** "Dubitative", la CGT juge, dans un [communiqué](#) du 14 avril, les annonces d'Emmanuel Macron "peu concrètes et très éloignées des capacités de l'État à tout faire pour assurer cette reprise dans des conditions sanitaires raisonnables". Pour l'organisation, le président de la République "souhaite surtout et avant tout relancer l'économie en 'libérant' les parents de leurs enfants afin qu'ils retournent travailler comme le souhaite le patronat. La CGT condamne cette vision de l'École comme simple lieu de garderie".

Le syndicat souhaite alors des précisions sur le retour "progressif" ("quelles régions, quelles classes, quels personnels par exemple ?") et les mesures sanitaires. "Si les réponses ne sont pas apportées, prévient le syndicat, la CGT Educ'action s'opposera à toute reprise prématurée et nous considérons que les personnels seraient fondés à appliquer leur droit de retrait".

**SUD.** Pour SUD, "faire reprendre les élèves et non les étudiants montre bien que la priorité est de faire prendre en charge les enfants des salariés, et non une question pédagogique". Ainsi la fédération estime-t-elle "qu'aucune autre considération que la santé des élèves et des personnels ne doit entrer en compte".

SUD demande notamment des dépistages systématiques et réguliers des personnels et des élèves", "un plan de suivi sanitaire rapproché des personnels et des élèves", la "mise à disposition du matériel de protection nécessaire pour tous" et "l'octroi de moyens supplémentaires dès la réouverture des classes pour permettre une baisse des effectifs à même de garantir la distanciation sociale dans les salles de classe". En outre, la fédération indique "pouvoir appeler les personnels à utiliser leur droit de retrait [...] en fonction de l'évolution de la situation sanitaire et de la mise en œuvre sur le terrain de la réouverture des classes".

**FCPE.** Sur [RTL](#), le 13 avril, le co-président de la FCPE, Rodrigo Arenas, estime qu'il est "hors de question que les enfants puissent reprendre le chemin de l'école si les toilettes ne sont pas dignes de ce nom. La France a découvert que les toilettes de notre pays ne permettaient

pas de se laver les mains par manque de savon. Il faut maintenir la distanciation sociale entre les élèves qui peuvent contaminer les enseignants, les personnels de restaurant et d'hygiène, leurs familles. Nous sommes inquiets en écoutant le président de la République en entendant que l'école va reprendre comme avant, comme si nos enfants n'avaient pas un deuil à faire, comme s'ils n'avaient pas été enfermés pendant des semaines."

**Peep.** Hubert Salaün, porte-parole la Peep, a indiqué sur [BFM](#), le 14 avril, que la reprise allait "permettre aux élèves de sortir du tunnel dans lequel ils étaient rentrés". Néanmoins, selon lui, "on ne va pas faire recommencer les cours tout de suite". Il propose un accueil progressif "par niveau, comme lors d'une rentrée scolaire classique". Hubert Salaün estime également qu'il faudra "permettre aux élèves de s'exprimer : il doit y avoir une période d'expression puis, progressivement, remettre les élèves au travail, car le plus important est la santé psychologique des élèves, et pas le programme".